

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2014/29363]

**11 AVRIL 2014. — Décret garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant et fixant l'organisation des centres de technologies avancées (1)**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Champ d'application**

Article premier. - Le présent décret s'applique aux établissements d'enseignement secondaire ordinaire de plein exercice et ordinaire en alternance, organisant des options de l'enseignement technique de qualification ou professionnel, aux troisième et quatrième degrés, organisés ou subventionnés par la Communauté française. Il s'applique également aux établissements d'enseignement secondaire spécialisé organisant le 3ème degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, de plein exercice et en alternance et ceux qui organisent la 3ème phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, de plein exercice et en alternance. Pour ce qui est de l'accès aux CTA, il concerne également le 3ème degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire.

**Art. 2. - Définitions**

Dans le cadre du présent décret, il faut entendre par :

1° « Enseignement secondaire qualifiant » :

— le 3e degré et le 4ème degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire ordinaire, de plein exercice et en alternance;

— le 3e degré de la section de qualification de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 4, de plein exercice et en alternance;

— la 3e phase de l'enseignement secondaire spécialisé de forme 3, de plein exercice et en alternance;

2° « Equipement pédagogique » : le matériel amortissable nécessaire à l'acquisition des acquis d'apprentissage définis par les profils de certification ou, à défaut, par les profils de formation;

3° « Centre de technologies avancées » en abrégé « CTA » : une infrastructure mettant des équipements de pointe à disposition des élèves et des enseignants, quels que soient le réseau et le caractère d'enseignement, ainsi que des apprentis, des demandeurs d'emploi et des travailleurs, en vue de développer des formations qualifiantes. Cette offre de formation qualifiante doit être complémentaire, au niveau géographique et sectoriel, à l'offre de formation des Centres de formation régionaux;

4° « Centre de référence professionnelle (CDR) » : conformément au Pacte social pour l'Emploi des Bruxellois, conclu le 11 juin 2002, et à la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 avril 2011 approuvant le protocole d'accord-cadre visant à la création de Centres de référence professionnelle, un centre de référence professionnelle est un lieu d'interface entre les acteurs de l'emploi, de la formation et les secteurs professionnels prioritaires dans l'économie bruxelloise. Les objectifs des Centres de références sont la mise à disposition d'infrastructures et de matériels pour les opérateurs de formations, la veille sur les métiers afin d'anticiper les changements du marché du travail, la promotion des métiers et des qualifications, l'organisation de formations pour les chercheurs d'emploi et les travailleurs conjointement avec les opérateurs de formation;

5° « Centre de compétence (CDC) » : une structure partenariale reconnue par le Gouvernement wallon, dans le cadre d'un ou plusieurs secteurs professionnels, ayant pour mission l'information et la sensibilisation aux métiers et aux technologies, la veille, la formation et l'analyse des besoins en formation, ouverte aux usagers tels que ciblés dans le dossier de reconnaissance en application de l'article 1<sup>er</sup>bis, 7°, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

6° « SFMQ » : le Service francophone des Métiers et des Qualifications tel que défini par le décret du 30 avril 2009 portant assentiment à l'Accord de coopération conclu à Bruxelles le 27 mars 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française concernant la création du Service francophone des métiers et des qualifications, en abrégé « S.F.M.Q. »;

7° « CCPQ » : la Commission communautaire des professions et des qualifications visées à l'article 7 du décret du 27 octobre 1994 organisant la concertation pour l'enseignement secondaire;

8° « Bassins enseignement qualifiant-formation-emploi », les bassins créés par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne et la Commission communautaire française, relatif à la mise en œuvre des bassins Enseignement qualifiant – Formation – Emploi;

9° « Comité de pilotage » : le comité de pilotage créé par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de Technologies Avancées et les Centres de Compétence et par l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles Capitale, la Communauté française et la Commission Communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle;

10° « Commissions de suivi opérationnel », les commissions créées par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de Technologies Avancées et les Centres de Compétence et par l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles Capitale, la Communauté française et la Commission Communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle;

11° « Cadastre des équipements pédagogiques », le cadastre créé par l'accord de coopération du 20 mars 2014 entre la Région wallonne et la Communauté française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la refondation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de Technologies Avancées et les Centres de Compétence et par l'accord de coopération entre la Région de Bruxelles Capitale, la Communauté française et la Commission Communautaire française relatif à l'équipement mis à disposition dans le cadre de la revalorisation de l'enseignement qualifiant et à la collaboration entre les Centres de technologies avancées et les Centres de référence professionnelle.

**Art. 3. Objet du décret**

Le présent décret a pour objet de :

- 1° permettre la modernisation de l'équipement pédagogique dans les établissements d'enseignement qualifiant et dans les CTA labellisés;
- 2° permettre le fonctionnement des CTA labellisés en vue d'y développer des formations qualifiantes;
- 3° labelliser des centres de technologies existants comme CTA supplémentaires.

**Art. 4. Modernisation des équipements**

§ 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement met à disposition des établissements d'enseignement secondaire qualifiant des montants destinés à l'acquisition du matériel pédagogique indispensable pour la mise en œuvre des profils de certification ou, à défaut, des profils de formation.

Le Gouvernement met à disposition des CTA des équipements dans le cadre de leurs missions. Ces équipements restent la propriété de la Communauté française.

Cette double mise à disposition est réalisée suite à un appel à projets.

Les établissements et les CTA qui introduisent des projets s'engagent à :

- a) mener une politique de formation en cours de carrière des professeurs de l'enseignement qualifiant;
- b) appliquer les profils de certification ou, à défaut, les profils de formation, y compris la mise en œuvre des outils pédagogiques et des épreuves d'évaluation y afférents.

Les demandes émanant des CTA seront examinées, notamment, en fonction d'une analyse de la fréquentation du CTA par l'ensemble des publics potentiels en tenant compte de l'importance de ces derniers.

Lors de la sélection des projets, une priorité est accordée :

- a) aux établissements dont le projet a été approuvé par le Gouvernement selon la procédure prévue dans le décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial;
- b) aux CTA labellisés;
- c) aux établissements organisant des sections d'enseignement spécialisé de formes 3 et 4 et aux implantations bénéficiaires de l'encadrement différencié de classe 1, 2 ou 3 conformément au décret du 30 avril 2009 organisant un encadrement différencié au sein des établissements scolaires de la Communauté française afin d'assurer à chaque élève des chances égales d'émancipation sociale dans un environnement pédagogique de qualité;
- d) aux projets qui concernent des options de base groupées concernées par la mise en œuvre de la Certification par unités (CPU) pendant les deux premières années de cette mise en œuvre;
- e) aux projets ayant reçu un avis favorable du Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et du Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone concernée;
- f) aux projets ayant reçu un avis favorable du fonds sectoriel concerné et du bassin enseignement qualifiant-formation-emploi concerné.

Le Gouvernement intervient financièrement dans l'achat de ces équipements, à concurrence de 80 %, les 20 % restants étant à charge de l'établissement bénéficiaire. Lorsqu'il s'agit d'équipements destinés à un établissement qui participe au plan de redéploiement d'une Instance de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant par la création d'une option de base groupée en vertu de l'article 5, paragraphe 7, du décret du 30 avril 2009 relatif à la création d'instances de pilotage interréseaux de l'enseignement qualifiant (IPIEQ) et à l'octroi d'incitants visant un redéploiement plus efficace de l'offre d'enseignement qualifiant dans une perspective de développement territorial, le Gouvernement intervient à concurrence de 90 %. Lorsqu'il s'agit d'équipements destinés à un CTA, le Gouvernement intervient à concurrence de 100 %.

§ 2. La procédure de sélection des équipements pédagogiques des établissements d'enseignement secondaire qualifiant suit les étapes suivantes :

- 1° appel à projets auprès des établissements d'enseignement qualifiant et des CTA;
- 2° réception et traitement administratif des candidatures par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;
- 3° demande d'avis au Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et au Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone concernée sur base du cadastre des équipements disponibles;
- 4° demande d'avis aux bassins enseignement qualifiant-formation-emploi et aux Fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles;
- 5° proposition de sélection par la Commission de suivi opérationnel mixte sur base des critères d'éligibilité et de priorité définis au paragraphe 1<sup>er</sup>;
- 6° avis motivés du Comité de pilotage;
- 7° décision du Gouvernement de la Communauté française sur base des propositions de la Commission de suivi opérationnel mixte et des avis motivés remis par le Comité de pilotage.

**Article 1<sup>er</sup>. Labellisation des CTA**

Le Gouvernement de la Communauté française pourra labelliser un maximum de 6 centres de technologies existants comme CTA supplémentaires, sans que ceux-ci ne puissent prétendre à un financement de leurs équipements présents au moment de la labellisation. Ces CTA supplémentaires sont labellisés dans le respect d'un cahier des charges.

Ce cahier des charges comprend les critères de choix suivants :

a) l'implantation des CTA labellisés tient compte de la localisation des CDC, des CDR et des CTA existants ainsi que des infrastructures de formation ou d'enseignement qualifiant développés dans les mêmes secteurs afin d'assurer une couverture géographique maximale de l'offre de formation qualifiante;

b) chaque CTA labellisé s'inscrit dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée, en relation d'une part avec les pénuries d'emploi constatées par le FOREM ou ACTIRIS, les besoins socio-économiques constatés au sein de la zone concernée et/ou des zones avoisinantes et d'autre part avec les besoins en équipement constatés au travers du cadastre des équipements pédagogiques.

Ce cahier des charges prévoit, en outre, les critères de priorité suivants classés du plus important au moins important :

1° une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec d'autres établissements d'enseignement secondaire sont formalisées;

2° une priorité est accordée aux projets de CTA dont les collaborations avec des CDC et/ou des CDR et/ou d'autres CTA sont formalisées;

3° une priorité est accordée aux projets de CTA pour lesquels aucun CDC ou aucun CDR ou aucun CTA n'existe;

4° une priorité est accordée aux projets de CTA dans les secteurs pour lesquels des pénuries d'emploi sont constatées;

5° une priorité est accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable de la part du fonds sectoriel concerné et du bassin enseignement qualifiant-formation-emploi concerné sur la pertinence sectorielle et géographique des acquisitions;

6° une priorité est enfin accordée aux projets de CTA ayant reçu un avis favorable du Conseil de zone de l'enseignement non confessionnel et du Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone de concertation concernée.

La procédure de sélection et de labellisation des CTA se déroule de la manière suivante :

1° approbation du cahier des charges par le Gouvernement de la Communauté française;

2° appel à projets auprès des établissements d'enseignement qualifiant;

3° réception et traitement administratif des candidatures par la Direction générale de l'Enseignement obligatoire;

4° pour chaque zone, demande d'un avis au Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et au Conseil de zone de l'enseignement confessionnel sur base du cadastre des équipements disponibles;

5° demande d'avis aux bassins enseignement qualifiant-formation-emploi et aux Fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles;

6° proposition de sélection par la seconde Commission de suivi opérationnel sur base des critères d'éligibilité et de priorité définis ci-dessus;

7° avis motivé du Comité de pilotage;

8° décision de labellisation du Gouvernement de la Communauté française sur base des propositions de la seconde Commission de suivi opérationnel et des avis motivés remis par le Comité de pilotage.

Art. 6. Fonctionnement des CTA

§ 1<sup>er</sup>. Chaque CTA labellisé est placé sous la direction du chef de l'établissement dans lequel il se situe.

§ 2. Chaque CTA labellisé accueille sans discrimination :

1° les élèves et les enseignants des établissements de l'enseignement secondaire qualifiant;

2° les élèves et les enseignants du 3<sup>ème</sup> degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire;

3° les étudiants et les enseignants de l'enseignement de promotion sociale;

4° les étudiants et les enseignants de l'enseignement supérieur;

5° les apprenants et les formateurs de l'IFAPME et du SFPME;

6° les demandeurs d'emploi, par l'intermédiaire du FOREm et de Bruxelles Formation;

7° les travailleurs.

Si les demandes sont suffisantes, le CTA réserve au moins 75 % de la capacité d'accueil aux catégories 1° et 2°, 10 % aux catégories 3°, 4°, 5° et 7°, et 15 % à la catégorie 6°.

Le Comité de pilotage peut apporter des aménagements ponctuels au pourcentage cité à l'alinéa précédent en fonction des besoins et des possibilités d'accueil des CTA.

L'accueil des différents publics se réalise sur base de conventions bilatérales entre, d'une part, le Pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement secondaire qualifiant au sein duquel se situe le CTA ou son délégué et, d'autre part, l'utilisateur (pouvoir organisateur de l'établissement d'enseignement, IFAPME/SFPME, FOREm, Bruxelles Formation, CDC, CDR, etc.). Les conventions peuvent être étendues à d'autres intervenants si nécessaire.

Ces conventions bilatérales, dont le Gouvernement fixe le modèle, prévoient les engagements respectifs des deux parties en matière de modalités d'accès aux équipements et de programme de formation spécifique.

§ 3. Le Gouvernement fixe :

— le nombre maximum annuel de jours de formation qui peuvent être réservés aux utilisateurs internes du CTA (élèves et enseignants de l'établissement au sein duquel se situe le CTA);

— le nombre minimum annuel de jours de formation qui doivent être réservés aux utilisateurs extérieurs du CTA. Les CTA labellisés adaptent l'organisation des formations en rentabilisant au maximum les plages horaires afin d'y intégrer l'offre de formation à destination des utilisateurs extérieurs et notamment des demandeurs d'emploi et des travailleurs.

Chaque CTA transmet un planning prévisionnel d'occupation au Comité d'accompagnement et aux services du gouvernement deux fois par an (le 1<sup>er</sup> février et le 1<sup>er</sup> octobre). La non-transmission de ce planning peut retarder la mise en paiement des subventions.

§ 4. Chaque CTA se dote d'un règlement d'ordre intérieur sur base d'un modèle fixé par le Gouvernement.

§ 5. Chaque CTA est doté d'un comité d'accompagnement dont il fixe lui-même la composition. Le comité d'accompagnement doit comprendre au minimum 3 personnes issues du monde de l'entreprise et au minimum 3 personnes issues du monde de l'enseignement et de la formation. La représentation du monde de l'enseignement doit être obligatoirement ouverte aux différents réseaux d'enseignement. La présence de représentants du ou des CDC et/ou du ou des CDR concerné(s) est encouragée.

Le comité d'accompagnement se prononce sur la politique suivie dans le CTA eu égard à ses missions et donne des conseils. Il se prononce également sur le rapport d'activité visé au paragraphe 6, sur le règlement d'ordre intérieur visé au paragraphe 4 et sur le programme des formations à destination des enseignants et des formateurs visés au paragraphe 8.

Le chef d'établissement responsable du CTA préside le comité d'accompagnement; il est chargé de réunir le comité d'accompagnement au moins deux fois par an.

§ 6. Le CTA envoie aux services du gouvernement un rapport annuel pour le 31 mars de chaque année. Le Gouvernement fixe le modèle de ce rapport.

§ 7. Les CTA doivent assurer la promotion des formations qu'ils organisent auprès de leurs différents publics-cibles.

La mise en œuvre d'une information et d'une promotion active du CTA vers ses publics potentiels est une condition de base au subventionnement des frais de fonctionnement et de consommables. Le rapport d'activité annuel visé au paragraphe 6 doit en attester.

§ 8. L'Institut de formation en cours de carrière (IFC), l'ASBL Formation en cours de carrière des enseignants du secondaire de l'enseignement non confessionnel (FCC) et l'ASBL Association pour la promotion de la formation en cours de carrière dans l'enseignement confessionnel (FORCAR) sont chargés d'assurer la promotion de ce dispositif auprès des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant.

§ 9. Toutes les formations données par un CTA sont données par les formateurs ou enseignants désignés par l'utilisateur. Tous les formateurs et les enseignants qui utilisent le CTA doivent avoir reçu préalablement une formation adéquate eu égard au matériel mis à disposition par le CTA et doivent pouvoir en attester. Le cahier des charges de cette formation est établi par le CTA et approuvé par son comité d'accompagnement. Les formateurs et les enseignants peuvent suivre cette formation notamment dans un CDC, un CDR, dans le CTA concerné ou dans un autre CTA. Une attestation de formation doit leur être remise.

Dans la mesure où un formateur est attaché au CTA, il est autorisé à seconder l'enseignant ou le formateur dans sa tâche.

§ 10. Les coûts liés aux formations des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant ainsi que des élèves et des enseignants du 3<sup>e</sup> degré de l'enseignement technique de la section de transition de l'enseignement secondaire ordinaire, sont pris en charge par la Communauté française, selon une tarification établie par le Gouvernement. Les coûts pris en charge sont de trois ordres :

1° les frais de déplacement des élèves et des enseignants, de l'établissement d'enseignement d'origine vers les CTA labellisés, et les frais d'hébergement éventuels. L'organisation et le contrôle du transport et de l'hébergement des élèves et des enseignants sont de la responsabilité de l'établissement d'enseignement utilisateur. Les frais de déplacement et d'hébergement seront remboursés sur base des frais réels exposés par l'établissement. Le Gouvernement pourra fixer un plafond ainsi que des conditions quant au mode de déplacement et/ou d'hébergement à privilégier;

2° les frais de fonctionnement annuels forfaitaires couvrant l'éclairage, le chauffage, l'entretien et les divers frais liés à l'ouverture et à l'entretien du bâtiment accueillant le CTA. Le forfait sera basé sur un forfait journalier à multiplier par le nombre probable de jours d'ouverture du CTA vers les utilisateurs extérieurs;

3° les frais de consommables, variables en fonction du type de CTA et du nombre d'élèves accueillis. Les frais de consommables visent les dépenses variables en matières premières et matériels non-récupérables indispensables à l'organisation des formations. Les frais de consommables seront basés sur un forfait journalier à multiplier par le nombre d'utilisateurs. Le forfait journalier tiendra compte des besoins réels de chaque CTA. Le Gouvernement est autorisé à fixer un plafond journalier et/ou annuel pour les frais de consommables par CTA.

§ 11. La formation des autres publics est payante sur base d'une tarification commune établie par le Gouvernement. La tarification est basée sur les montants alloués aux CTA pour les frais de consommables définis au paragraphe 10, 3°. Les coûts de formation feront l'objet d'une déclaration de créance de la Communauté française à l'utilisateur.

L'organisation et les frais de déplacement des autres publics sont pris en charge par l'utilisateur.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Gouvernement pourra dispenser un utilisateur du paiement des coûts de formation si une convention multilatérale entre, au minimum, le Gouvernement, l'utilisateur et le CTA précise d'autres modalités de financement.

§ 12. Les établissements d'enseignement adaptent l'organisation des cours pour y intégrer l'offre de formation proposée par les CTA de telle manière que les temps de formation des élèves soient valorisés dans le cadre de leurs apprentissages.

§ 13. Chaque CTA établit un programme de découverte d'un ou plusieurs métier(s) à destination des élèves du dernier cycle de l'enseignement primaire et du premier degré de l'enseignement secondaire. Ce programme, d'une durée minimum d'une demi-journée, comprend, dans la mesure du possible, des activités dans lesquelles les élèves sont acteurs.

§ 14. Le réseau des CTA labellisés est coordonné par le Gouvernement. Pour assurer ses missions de coordination, le Gouvernement est assisté par la Direction générale de l'enseignement obligatoire.

La coordination du réseau des CTA labellisés consiste notamment en :

1° l'élaboration et la mise à jour du cadastre des équipements disponibles;

2° l'analyse des projets de labellisation aux niveaux administratif et financier;

3° la demande d'un avis au Conseil de zone de l'enseignement non-confessionnel et au Conseil de zone de l'enseignement confessionnel de la zone concernée sur base du cadastre des équipements disponibles;

4° la demande d'avis aux bassins enseignement qualifiant-formation-emploi et aux fonds sectoriels sur base du cadastre des équipements disponibles;

5° la préparation et le suivi des travaux de la Commission de suivi opérationnel mixte;

6° l'exécution des décisions du Gouvernement de la Communauté française;

7° la promotion du dispositif auprès des établissements d'enseignement qualifiant en concertation avec l'IFC, la FCC et FORCAR;

8° l'élaboration d'indicateurs et d'outils statistiques permettant la vérification et le contrôle de l'accès aux équipements à disposition;

9° l'évaluation de la mise en œuvre des actions.

#### Art. 7. Financement

§ 1<sup>er</sup>. Pour remplir les objectifs visés par le présent décret, un montant minimum annuel de 6.300.000 euros est consacré aux actions décrites aux articles 4 à 6 au moins jusqu'en 2022. Le maintien de ce montant est toutefois lié à une évaluation positive par le Gouvernement telle que prévue à l'article 13.

Sous réserve des marges budgétaires disponibles, des crédits supplémentaires seront consacrés à cette politique.

§ 2. Des montants visés au § 1<sup>er</sup> est déduit annuellement un montant de 150.000 euros pour le subventionnement de l'association visée à l'article 8 du présent décret.

§ 3. Des montants visés au § 1<sup>er</sup> peut être déduit annuellement un montant de 1.150.000 euros pour la prise en charge des frais des élèves et des enseignants de l'enseignement secondaire qualifiant, selon les dispositions de l'article 6, en ce compris les frais d'assurance du matériel.

En fonction des marges budgétaires disponibles, des montants complémentaires pourront être affectés, si besoin, à la prise en charge de ces frais.

§ 4. Le Gouvernement peut modifier la répartition des montants indiqués aux paragraphes 2 et 3 en fonction des besoins.

§ 5. Les montants visés au § 1<sup>er</sup>, réduits des montants visés aux § 2 et 3, sont répartis entre la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale au prorata de la population scolaire inscrite dans les sections visées à l'article 2 du présent décret en vue de financer la modernisation de l'équipement dans les établissements et dans les CTA, telle que définie à l'article 4.

#### Art. 8. Répartition de matériels récupérés

Afin de rencontrer au mieux les objectifs visés à l'article 3 du présent décret, le Gouvernement subventionne une association sans but lucratif dont l'assemblée générale est composée par les représentants des réseaux d'enseignement qualifiant, issus pour moitié de l'enseignement non confessionnel et pour l'autre moitié de l'enseignement confessionnel, désignés par le Gouvernement de la Communauté française sur proposition du Conseil général de concertation pour l'enseignement secondaire et d'un représentant du Ministre de l'enseignement obligatoire et de promotion sociale.

Elle a pour objet de prospecter les entreprises, les CDC, les CDR et les Centres de formation régionaux, les Universités, les Centres de recherche agréés, les Hautes écoles et les administrations publiques susceptibles de céder du matériel aux établissements d'enseignement qualifiant et de promotion sociale, de leur faire connaître les besoins en matériel de ces établissements et de répartir équitablement le matériel entre les établissements des différents réseaux.

La proposition de répartition tient compte des priorités établies par la Commission de suivi opérationnel mixte visée.

Cette proposition se base sur les résultats du cadastre des équipements pédagogiques.

L'association retenue par le Gouvernement adressera à celui-ci un rapport d'activités annuel.

#### Art. 9. Personnel

§ 1<sup>er</sup>. La Communauté française désigne trois chargés de mission pour assurer la gestion des dossiers administratifs et financiers des CTA et pour assurer le bon fonctionnement et l'animation du réseau des CTA. Les chargés de mission sont associés aux travaux conjoints visant à articuler les réseaux des CDC, des CDR et des CTA.

§ 2. En fonction des moyens budgétaires disponibles, le Gouvernement de la Communauté française alloue des moyens humains aux CTA dans le but d'assurer leur fonctionnement, par priorité aux 31 CTA labellisés lors du premier appel à projet.

Une charge ou une demi-charge de chef d'atelier chargé de la coordination du CTA peut notamment être créée dans chaque CTA selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

#### Art. 10. Evaluation

Le Gouvernement de la Communauté française procédera au minimum tous les trois ans, et pour la première fois en 2014, à une évaluation du dispositif et apportera, le cas échéant, les modifications nécessaires au décret et/ou au dispositif.

Cette évaluation se basera notamment sur le rapport annuel du Comité de pilotage.

Art. 11. Dispositions abrogatoires

Le décret du 26 avril 2007 garantissant l'équipement pédagogique de l'enseignement qualifiant est abrogé.

Art. 12. Entrée en vigueur

Le présent décret entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,  
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,  
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,  
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,  
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,  
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,  
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale  
Mme M.-M. SCHYNS

—————  
Note

(1) *Session 2013-2014.*

*Documents du Parlement.* — Projet de décret, n° 635-1. — Rapport, n° 635-2. — Erratum, n° 635-3  
*Compte-rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

—————  
VERTALING

#### MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2014/29363]

#### 11 APRIL 2014. — Decreet waarbij de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt gewaarborgd en tot organisatie van de centra voor geavanceerde technologie (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

##### Artikel 1. Toepassingsgebied

Dit decreet is van toepassing op de inrichtingen voor gewoon secundair onderwijs met volledig leerplan en alternerend gewoon secundair onderwijs, die opties organiseren van het kwalificatie-technisch onderwijs of beroepsonderwijs, in de derde en vierde graden, georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap. Het is ook van toepassing op de inrichtingen voor gespecialiseerd secundair onderwijs die de derde graad organiseren van de kwalificatieafdeling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan en alternerend en de inrichtingen die de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3 organiseren, met volledig leerplan en alternerend. Wat de toegang tot de centra voor geavanceerde technologie betreft, gaat het ook om de derde graad van het technisch onderwijs van de doorstromingsafdeling van het gewoon secundair onderwijs.

##### Art. 2. Definities

In het kader van dit decreet dient verstaan te worden onder :

1° "kwalificerend secundair onderwijs" :

— de derde graad en de vierde graad van de kwalificatieafdeling van het gewoon secundair onderwijs, met volledig leerplan en alternerend;

— de derde graad van de kwalificatieafdeling van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 4, met volledig leerplan en alternerend;

— de derde fase van het gespecialiseerd secundair onderwijs van vorm 3, met volledig leerplan en alternerend;

2° "pedagogische uitrusting" : het afschrijfbaar materiaal dat nodig is voor het verwerven van de leerresultaten bepaald door de kwalificatieprofielen of, bij ontstentenis daarvan, door de opleidingsprofielen;

3° "Centrum voor geavanceerde technologie", hierna afgekort "CGT" genoemd : een infrastructuur die spits technologieën ter beschikking stelt van leerlingen en leerkrachten, wat ook hun net en de aard van het onderwijs, alsook van leerjongens en -meisjes, werkzoekende en werknemers, met als doel het ontwikkelen van kwalificerende opleidingen. Dit aanbod aan kwalificerende opleiding moet, op geografisch en sectoraal niveau, als aanvulling dienen bij het aanbod aan opleiding van de Gewestelijke opleidingscentra;

4° "Beroepsreferentiecentrum" (BrC) : overeenkomstig het Sociaal Pact voor de Werkgelegenheid voor Brusselaars, gesloten op 11 juni 2002, en de beslissing van de Regering van het Brusselse Hoofdstedelijke Gewest van 7 april 2011 tot goedkeuring van het protocol van kaderovereenkomst met het oog op de oprichting van Beroepsreferentiecentra, is een beroepsreferentiecentrum een interface tussen de actoren van de werkgelegenheid, de opleiding en de prioritaire beroepssectoren in de Brusselse economie. De doelstellingen van de Referentiecentra bestaan in de terbeschikkingstelling van infrastructuren en materialen voor de operatoren inzake opleiding, het toezicht op de beroepen om in te spelen op de wijzigingen op de arbeidsmarkt, de promotie van vakken en kwalificaties, de organisatie van opleidingen voor werkzoekenden en werknemers tegelijk met de opleidingsoperatoren;

5° “Competentiecentra (CC)” : een partnerschapsstructuur erkend door de Waalse Regering, in het kader van één of meerdere beroepssectoren, met als opdracht het informeren over en sensibiliseren voor de beroepen en technologieën, het toezicht op, de opleiding en de analyse van de behoeften inzake opleiding, open voor de gebruikers zoals beoogd in het erkenningsdossier met toepassing van artikel 1bis, 7°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de “Office wallon de la formation professionnelle et de l’emploi” (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

6° “SFMQ” : de *Service francophone des Métiers et des Qualifications* (Franstalige Dienst voor Beroepen en Kwalificaties) zoals bepaald bij het decreet van 30 april 2009 houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord gesloten te Brussel, op 27 maart 2009, tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de oprichting van de “Service francophone des Métiers et des Qualifications”, afgekort « S.F.M.Q. »;

7° “CCPQ” : de *Commission communautaire des professions et des qualifications* (Gemeenschapscommissie voor beroepen en kwalificaties) bedoeld bij artikel 7 van het decreet van 27 oktober 1994 tot regeling van het overleg in het secundair onderwijs;

8° “Zones kwalificerend onderwijs – opleiding – arbeidsbemiddeling”, de zones die worden opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, betreffende de ontwikkeling van zones “Kwalificerend Onderwijs – Opleiding – Arbeidsbemiddeling”;

9° “Sturingscomité” : het sturingscomité, opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de uitrusting die in het kader van de nieuwe organisatie van het kwalificerend onderwijs ter beschikking wordt gesteld en betreffende de samenwerking tussen de centra voor geavanceerde technologie en de competentiecentra en bij het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitrusting die ter beschikking wordt gesteld in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de centra voor geavanceerde technologie en de beroepsreferentiecentra;

10° “Commissies voor operationeel opvolgen”, de commissies opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de uitrusting die in het kader van de nieuwe organisatie van het kwalificerend onderwijs ter beschikking wordt gesteld en betreffende de samenwerking tussen de centra voor geavanceerde technologie en de competentiecentra en bij het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitrusting die ter beschikking wordt gesteld in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de centra voor geavanceerde technologie en de beroepsreferentiecentra;

11° “Register van pedagogische uitrustingen”, het register opgericht bij het samenwerkingsakkoord van 20 maart 2014 tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de uitrusting die in het kader van de nieuwe organisatie van het kwalificerend onderwijs ter beschikking wordt gesteld en betreffende de samenwerking tussen de centra voor geavanceerde technologie en de competentiecentra en bij het samenwerkingsakkoord tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de uitrusting die ter beschikking wordt gesteld in het kader van de herwaardering van het kwalificerend onderwijs en de samenwerking tussen de centra voor geavanceerde technologie en de beroepsreferentiecentra.

### Art. 3. Doel van het decreet

Dit decreet heeft als doel :

1° de modernisering van de pedagogische uitrusting in de inrichtingen voor kwalificerend onderwijs in de gelabelde CGT's mogelijk te maken;

2° de werking van de gelabelde CGT's mogelijk te maken om daar de kwalificerende opleidingen te ontwikkelen;

3° de bestaande CGT's te labelen als bijkomende CGT's.

### Art. 4. Modernisering van de uitrustingen

§ 1. De Regering stelt bedragen ter beschikking van de inrichtingen voor kwalificerend secundair onderwijs voor de aankoop van het pedagogisch materieel dat onontbeerlijk is voor de ontwikkeling van de kwalificatieprofielen, of bij ontstentenis daarvan, van de opleidingsprofielen.

De Regering stelt uitrustingen ter beschikking van de CGT's bij de uitoefening van hun opdrachten. Die uitrustingen blijven eigendom van de Franse Gemeenschap.

Die dubbele terbeschikkingstelling wordt uitgevoerd ingevolge een oproep tot projecten.

De inrichtingen en de CGT's die projecten voorleggen, verbinden zich ertoe :

a) een beleid te voeren betreffende de opleiding gedurende de loopbaan van de leraars in het kwalificerend onderwijs;

b) de kwalificatieprofielen of, bij ontstentenis daarvan, de opleidingsprofielen toe te passen, met inbegrip van de ontwikkeling van pedagogische instrumenten en de daarmee verband houdende evaluatieproeven.

De aanvragen die uit de CGT's komen, worden inzonderheid onderzocht op grond van het bezoek van het CGT door het geheel van de mogelijke publieksgroepen, rekening houdend met het belang van deze.

Bij de selectie van de projecten, wordt voorrang verleend aan :

a) inrichtingen waarvan het project door de Regering werd goedgekeurd volgens de procedure bedoeld bij het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen;

b) gelabelde CGT's;

c) inrichtingen die afdelingen voor gespecialiseerd onderwijs van vorm 3 en 4 organiseren en aan de vestigingen die de gedifferentieerde omkadering van klasse 1, 2 of 3 genieten overeenkomstig het decreet van 30 april 2009 houdende organisatie van een gedifferentieerde omkadering binnen de schoolinrichtingen van de Franse Gemeenschap om alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te bieden in een kwaliteitsvolle pedagogische omgeving;

d) projecten betreffende gegroepeerde basisopties waarop de toepassing van de kwalificatie uitgedrukt in eenheden van leerresultaten betrekking heeft gedurende de eerste twee jaren van die toepassing;

e) projecten waarvoor een gunstig advies van de zoneraad van het niet-confessioneel onderwijs en van de zoneraad van het confessioneel onderwijs van de betrokken zone werd gegeven;

f) projecten waarvoor een gunstig advies van het betrokken sectorfonds en van de betrokken zone kwalificerend onderwijs – opleiding – arbeidsbemiddeling werd gegeven.

De Regering komt financieel tegemoet in de aankoop van die uitrustingen, in verhouding tot 80 %, waarbij het overblijvende percentage van 20 % ten laste van de begunstigde inrichting is. Wanneer het gaat om uitrustingen die bestemd zijn voor een inrichting die deelneemt aan het plan voor de herverdeling van een instantie voor de netoverschrijdende sturing van het kwalificerend onderwijs door de oprichting van een gegroepeerde basisoptie krachtens artikel 5, paragraaf 7, van het decreet van 30 april 2009 betreffende de oprichting van instanties voor de netoverschrijdende sturing van de netten van het kwalificatieonderwijs en de toekenning van stimuli met het oog op een doeltreffender herverdeling van het aanbod van kwalificatieonderwijs om de territoriale ontwikkeling te bevorderen, komt de Regering in verhouding tot 90 % tegemoet. Wanneer het gaat om uitrustingen die voor een CGT bestemd zijn, komt de Regering in verhouding tot 100 % tegemoet.

§ 2. De procedure voor de selectie van de pedagogische uitrustingen van de inrichtingen voor kwalificerend secundair onderwijs volgt de volgende stappen :

- 1° oproep tot projecten bij de inrichtingen voor kwalificerend onderwijs en de CGT's;
- 2° ontvangst en administratieve behandeling van de kandidaturen door de algemene directie leerplichtonderwijs;
- 3° aanvraag om advies aan de zoneraad van het niet-confessioneel onderwijs en aan de zoneraad van het confessioneel onderwijs van de betrokken zone op grond van het register van de beschikbare uitrustingen;
- 4° aanvraag om advies aan de zones kwalificerend onderwijs – opleiding – arbeidsbemiddeling en aan de sectorfondsen op grond van het register van de beschikbare uitrustingen;
- 5° voorstel van selectie door de gemengde commissie voor het operationeel opvolgen op grond van de in paragraaf 1 bedoelde criteria voor het in aanmerking nemen en het verlenen van voorrang;
- 6° met redenen omklede adviezen van het sturingscomité;
- 7° beslissing van de Regering van de Franse Gemeenschap op grond van de voorstellen van de gemengde commissie voor het operationeel opvolgen en van de met redenen omklede adviezen die door het sturingscomité worden uitgebracht.

#### Art. 5. Labelisering van de centra voor geavanceerde technologie

De Regering van de Franse Gemeenschap kan hoogstens 6 bestaande CGT's als bijkomende CGT's labelen, zonder dat deze aanspraak kunnen maken op een financiering van hun uitrustingen die bestaan op het ogenblik van hun labelisering. Die bijkomende CGT's worden gelabeld op grond van een lijst van in acht te nemen voorwaarden.

Die voorwaarden zijn de volgende :

a) de vestiging van de gelabelde CGT's houdt rekening met de locatie van de competentiecentra, de beroepsreferentiecentra en de bestaande CGT's alsook met de infrastructuur voor opleiding of kwalificerend onderwijs die in dezelfde sectoren worden ontwikkeld, om een maximale geografische dekking van het aanbod van kwalificerende opleiding te waarborgen;

b) elk gelabeld CGT kadert in de uitvoering van een geharmoniseerd opleidingsaanbod, in overeenstemming, enerzijds, met het arbeidstekort dat door FOREm of ACTIRIS wordt vastgesteld, de sociaal-economische behoeften die binnen de betrokken zone en/of aangrenzende zones worden vastgesteld, en, anderzijds, met de behoeften inzake uitrusting die worden vastgesteld via het register van pedagogische uitrustingen.

Die lijst van voorwaarden bepaalt bovendien de volgende voorrangscriteria die worden gerangschikt in dalende volgorde van het belangrijkste naar het minst belangrijke :

- 1° voorrang wordt verleend aan projecten van CGT's, waarvan de samenwerking met andere inrichtingen voor secundair onderwijs formeel tot uiting komt;
- 2° voorrang wordt verleend aan projecten van CGT's, waarvan de samenwerking met competentiecentra en/of beroepsreferentiecentra en/of andere CGT's formeel tot uiting komt;
- 3° voorrang wordt verleend aan projecten van CGT's waarvoor geen competentiecentrum of geen beroepsreferentiecentrum of geen CGT bestaat;
- 4° voorrang wordt verleend aan de projecten van CGT's in de sectoren waarvoor arbeidstekort wordt vastgesteld;
- 5° voorrang wordt verleend aan projecten van CGT's waarvoor een gunstig advies van het betrokken sectorfonds en van de betrokken zone kwalificerend onderwijs – arbeidsbemiddeling – opleiding werd uitgebracht over de sectorale en geografische relevantie van de aankopen;
- 6° voorrang wordt ten slotte verleend aan projecten van CGT's waarvoor een gunstig advies van de zoneraad van het niet-confessioneel onderwijs en van de zoneraad van het confessioneel onderwijs van de betrokken overlegzone werd uitgebracht.

De procedure voor de selectie en de labelisering van de CGT's verloopt als volgt :

- 1° goedkeuring van de lijst van voorwaarden door de Regering van de Franse Gemeenschap;
- 2° oproep tot projecten bij inrichtingen voor kwalificerend onderwijs;
- 3° ontvangst en administratieve behandeling van de kandidaturen door de algemene directie leerplichtonderwijs;
- 4° voor elke zone, aanvraag om advies aan de zoneraad van het niet-confessioneel onderwijs en aan de zoneraad van het confessioneel onderwijs op grond van het register van beschikbare uitrustingen;
- 5° aanvraag om advies aan de zones kwalificerend onderwijs – opleiding – arbeidsbemiddeling en aan de sectorfondsen op grond van het register van beschikbare uitrustingen;
- 6° voorstel tot selectie door de tweede commissie voor het operationeel opvolgen op grond van de hierboven bepaalde criteria voor het in aanmerking nemen en het verlenen van voorrang;
- 7° met redenen omkleed advies van het sturingscomité;
- 8° beslissing tot labelisering van de Regering van de Franse Gemeenschap op grond van de voorstellen van de tweede commissie voor het operationeel opvolgen en van de adviezen die door het sturingscomité worden uitgebracht.



**Art. 6.** Werking van de CGT's

§ 1. Elk gelabeld CGT wordt geplaatst onder de leiding van het inrichtingshoofd van de inrichting waarin het gevestigd is.

§ 2. Elk gelabeld CGT is open voor :

- 1° leerlingen en leerkrachten van inrichtingen voor kwalificerend secundair onderwijs;
- 2° leerlingen en leerkrachten van de derde graad van het technisch onderwijs van de doorstromingsafdeling van het gewoon secundair onderwijs;
- 3° studenten en leerkrachten van het onderwijs voor sociale promotie;
- 4° studenten en leerkrachten van het hoger onderwijs;
- 5° de cursisten en de opleiders van het Instituut voor alternerende opleiding voor de kleine en middelgrote ondernemingen en van de Dienst opleiding voor de kleine en middelgrote ondernemingen;
- 6° de werkzoekenden via FOREm en "Bruxelles Formation";
- 7° werknemers.

Als de aanvragen voldoende zijn, behoudt het CGT minstens 75 % van de capaciteit voor de categorieën 1° en 2°, 10 % voor de categorieën 3°, 4°, 5° en 7°, en 15 % voor de categorie 6° voor.

Het sturingscomité kan bepaalde wijzigingen aanbrengen aan het in het vorige lid bedoelde percentage op grond van de behoeften en het aanbod van de CGT's.

Het aanbod aan de verschillende publieksgroepen geschiedt op grond van bilaterale overeenkomsten tussen, enerzijds, de inrichtende macht van de inrichting voor kwalificerend secundair onderwijs waarin het CGT gevestigd is of haar afgevaardigde, en, anderzijds, de gebruiker (inrichtende macht van de onderwijsinrichting, Instituut voor alternerende opleiding voor de kleine en middelgrote ondernemingen/Dienst opleiding voor de kleine en middelgrote ondernemingen, FOREm, "Bruxelles Formation", competentiecentrum, beroepsreferentiecentrum, enz.). De overeenkomsten kunnen worden uitgebreid tot andere optredende personen, als dit noodzakelijk is.

Die bilaterale overeenkomsten, waarvan de Regering het model vaststelt, bepalen de respectieve verbintenissen van beide partijen betreffende de nadere regels voor de toegang tot de uitrustingen en betreffende het specifieke opleidingsprogramma.

§ 3. De Regering bepaalt :

— het jaarlijkse maximumaantal opleidingsdagen die kunnen worden bestemd voor de interne gebruikers van het CGT (leerlingen en leerkrachten van de inrichting waarin het CGT gevestigd is);

— het jaarlijkse minimumaantal opleidingsdagen die moeten worden bestemd voor de externe gebruikers van het CGT. De gelabelde CGT's passen de organisatie van de opleidingen aan, door het uurrooster zo goed mogelijk te gebruiken, om er het opleidingsaanbod op te nemen voor de externe gebruikers, inzonderheid de werkzoekenden en de werknemers.

Elk CGT legt de planningvooruitzichten voor de bezetting aan het begeleidingscomité en aan de diensten van de Regering twee keer per jaar voor (op 1 februari en 1 oktober). Het niet voorleggen van die planning kan tot gevolg hebben dat de uitbetaling van de subsidies wordt uitgesteld.

§ 4. Elk CGT stelt een huishoudelijk reglement vast op grond van een door de Regering vast te stellen model.

§ 5. Elk CGT telt een begeleidingscomité, waarvan het de samenstelling ervan zelf bepaalt. Het begeleidingscomité moet uit minstens 3 personen bestaan, afkomstig uit de bedrijfswereld, en uit minstens 3 personen die afkomstig zijn uit de onderwijs- en opleidingswereld. De vertegenwoordiging van de wereld van de onderwijswereld moet open zijn voor de verschillende onderwijsnetten. De aanwezigheid van het(de) competentiecentrum(a) en/of het(de) beroepsreferentiecentrum(a) wordt aangemoedigd.

Het begeleidingscomité spreekt zich uit over het beleid dat in het CGT wordt gevoerd op grond van zijn opdrachten en verstrekt raadgevingen. Het spreekt zich eveneens uit over het in paragraaf 6 bedoelde activiteitenverslag, over het in paragraaf 4 bedoelde huishoudelijk reglement en over het opleidingsprogramma voor de leerkrachten en de in paragraaf 8 bedoelde opleiders.

Het inrichtingshoofd dat voor het CGT verantwoordelijk is, zit het begeleidingscomité minstens twee keer per jaar voor.

§ 6. Het CGT deelt de diensten van de Regering een jaarverslag voor 31 maart van elk jaar mee. De Regering stelt het model van dat verslag vast.

§ 7. De CGT's moeten zorgen voor de bevordering van de opleidingen die ze voor hun doelpubliek organiseren.

Het verstrekken van informatie en het organiseren van een actieve bevordering door het CGT naar zijn publiek is een basisvoorwaarde voor de subsidiëring van de werkingskosten en de verbruiksgoederen. Het in paragraaf 6 bedoelde jaarlijkse activiteitenverslag moet het bewijs daarvan leveren.

§ 8. Het Instituut voor opleiding gedurende de loopbaan, de VZW Opleiding gedurende de loopbaan van de leerkrachten van het niet confessioneel secundair onderwijs en de VZW Vereniging voor de bevordering van de opleiding gedurende de loopbaan in het confessioneel onderwijs, worden belast met de bevordering van dat stelsel bij de leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs.

§ 9. Alle door een CGT verstrekte opleidingen worden verstrekt door de opleiders of leerkrachten die door de gebruiker worden aangewezen. Alle opleiders en leerkrachten die het CGT gebruiken, moeten vooraf een aangepaste opleiding hebben gekregen, rekening houdend met het materieel dat door het CGT ter beschikking wordt gesteld en moeten het bewijs daarvan kunnen leveren. De voorwaarden waaraan die opleiding moet voldoen, worden door het CGT vastgesteld en door zijn begeleidingscomité goedgekeurd. De opleiders en leerkrachten kunnen die opleiding inzonderheid in een competentiecentrum, een beroepsreferentiecentrum, in het betrokken CGT of in een ander CGT volgen.

Voor zover een opleider in het CGT werkt, wordt hij ertoe gemachtigd de leerkracht of de opleider in zijn taak bij te staan.

§ 10. De kosten in verband met de opleiding van de leerlingen en leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs alsook van de leerlingen en leerkrachten van de derde graad van het technisch onderwijs van de doorstromingsafdeling van het gewoon secundair onderwijs, worden door de Franse Gemeenschap betaald, volgens een tarifiering die door de Regering wordt vastgesteld. Die kosten behoren tot drie categorieën :

1° de kosten voor de reizen van leerlingen en leerkrachten, van de oorspronkelijke onderwijsinrichting naar de gelabelde CGT's, en de eventuele huisvestingskosten. Voor de organisatie en het toezicht op het vervoer en de huisvesting van leerlingen en leraren is de onderwijsinrichting verantwoordelijk die gebruik maakt van die voorziening. De reis- en huisvestingskosten worden terugbetaald op grond van de werkelijke kosten die door de inrichting werden gedaan. De Regering kan een maximumbedrag alsook voorwaarden vaststellen betreffende de aan te bevelen reis- en/of huisvestingswijze;

2° de forfaitaire jaarlijkse werkingskosten die de verlichting, de verwarming, het onderhoud en de verschillende kosten in verband met de opening en het onderhoud van het gebouw waarin het CGT zich bevindt. Het forfaitair bedrag is gebaseerd op een dagelijks forfaitair bedrag, te vermenigvuldigen met het voorspelbare aantal openingsdagen van het CGT ten aanzien van de externe gebruikers;

3° de kosten voor verbruiksgoederen, die variëren volgens het type CGT en het aantal leerlingen. De kosten voor de verbruiksgoederen hebben betrekking op de variabele uitgaven inzake grondstoffen en niet recupereerbaar materieel die onontbeerlijk zijn voor de organisatie van de opleidingen. De kosten voor de verbruiksgoederen worden gebaseerd op een dagelijks forfaitair bedrag, te vermenigvuldigen met het aantal gebruikers. Het dagelijkse forfaitaire bedrag houdt rekening met de werkelijke kosten van elk CGT. De Regering wordt ertoe gemachtigd een dagelijks en/of jaarlijks maximumbedrag vast te stellen voor de kosten voor verbruiksgoederen voor elk CGT.

§ 11. De opleiding van de andere publiekategorieën wordt verstrekt tegen betaling, op grond van een gemeenschappelijke tarifiering die door de Regering wordt vastgesteld. De tarifiering wordt gebaseerd op de bedragen die aan de CGT's worden toegekend voor de kosten voor verbruiksgoederen, bepaald in paragraaf 10, 3°. De opleidingskosten worden opgenomen in een aangifte van schuldvordering voor elk CGT.

De organisatie en de reiskosten van de andere publiekategorieën worden door de gebruiker betaald.

In afwijking van het eerste lid, kan de Regering een gebruiker vrijstellen van de betaling van de opleidingskosten, indien een multilaterale overeenkomst tussen, minstens, de Regering, de gebruiker en het CGT andere nadere regels voor de financiering bepaalt.

§ 12. De onderwijsinrichtingen passen de organisatie van de cursussen aan om er het opleidingsaanbod dat door het CGT wordt voorgesteld zodanig op te nemen dat de opleidingstijd van de leerlingen in aanmerking wordt genomen in het kader van hun leerproces.

§ 13. Elk CGT maakt een programma op voor de ontdekking van één of meer beroep(en), bestemd voor de leerlingen van de laatste cyclus van het lager onderwijs en van de eerste graad van het secundair onderwijs. Dat programma, dat een halve dag duurt, bevat, voor zover dit mogelijk is, activiteiten waarin de leerlingen als actoren optreden.

§ 14. Het netwerk van de gelabelde CGT's wordt door de Regering gecoördineerd. Om haar coördinatieopdrachten uit te oefenen, wordt de Regering bijgestaan door de algemene directie leerplichtonderwijs.

De coördinatie van het netwerk van de gelabelde CGT's heeft de volgende doelstellingen :

1° het opstellen en bijwerken van het register van beschikbare uitrustingen;

2° de analyse van de labeliseringsprojecten op het administratief en financieel niveau;

3° de aanvraag om advies aan de zoneraad van het niet-confessioneel onderwijs en aan de zoneraad van het confessioneel onderwijs van de betrokken zone op grond van het register van beschikbare uitrustingen;

4° de aanvraag om advies aan de zones "kwalificerend onderwijs – opleiding – arbeidsbemiddeling" en aan de sectorfondsen op grond van het register van beschikbare uitrustingen;

5° het voorbereiden en het opvolgen van de werkzaamheden van de gemengde commissie voor het operationeel opvolgen;

6° de uitvoering van de beslissingen van de Regering van de Franse Gemeenschap;

7° de bevordering van het stelsel bij de inrichtingen voor kwalificerend onderwijs in overleg met Het Instituut voor opleiding gedurende de loopbaan, de VZW Opleiding gedurende de loopbaan van de leerkrachten van het niet-confessioneel secundair onderwijs en de VZW Vereniging voor de bevordering van de opleiding gedurende de loopbaan in het confessioneel onderwijs;

8° het opmaken van indicatoren en statistische instrumenten die de verificatie en de controle op de toegang tot de uitrustingen die ter beschikking gesteld zijn, mogelijk maken;

9° het evalueren van de uitvoering van de acties.

#### **Art. 7. Financiering**

§ 1. Om de bij dit decreet bepaalde doelstellingen te bereiken, wordt een jaarlijks minimumbedrag van 6.300.000 euro voor de in de artikelen 4 tot 6 omschreven acties ten minste tot 2022 bestemd. Het behoud van dat bedrag is echter afhankelijk van een positieve evaluatie door de Regering zoals bepaald in artikel 13.

Onder voorbehoud van de beschikbare begrotingsmiddelen, kunnen bijkredieten voor dat beleid worden bestemd.

§ 2. Van de in § 1 bedoelde bedragen wordt jaarlijks een bedrag van 150.000 euro afgetrokken voor de subsidiëring van de vereniging bedoeld in artikel 8 van dit decreet.

§ 3. Van de in § 1 bedoelde bedragen kan jaarlijks een bedrag van 1.150.000 euro worden afgetrokken voor de betaling van de kosten van de leerlingen en leerkrachten van het kwalificerend secundair onderwijs, volgens de bepalingen van artikel 6, met inbegrip van de verzekeringskosten voor het materieel.

Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, kunnen, in voorkomend geval, bijkomende bedragen worden uitgetrokken voor de betaling van die kosten.

§ 4. De Regering kan de verdeling van de in de paragrafen 2 en 3 vermelde bedragen wijzigen volgens de behoeften.

§ 5. De in § 1 bedoelde bedragen, verminderd met de bedragen bedoeld in § 2 en § 3, worden verdeeld over het Waalse Gewest en het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest in verhouding tot de schoolbevolking die ingeschreven is in de in artikel 2 van dit decreet bedoelde afdelingen, met het oog op de financiering van de modernisering van de uitrusting in de inrichtingen en in de CGT's, zoals bepaald in artikel 4.

**Art. 8.** Verdeling van het gerecupereerde materieel

Om de in artikel 3 van dit decreet bedoelde doelstellingen zo goed mogelijk te kunnen bereiken, subsidieert de Regering een vereniging zonder winstoogmerk, waarvan de algemene vergadering samengesteld is uit vertegenwoordigers van de netwerken voor kwalificerend onderwijs, voor de helft afkomstig uit het niet-confessioneel onderwijs en voor de andere helft uit het confessioneel onderwijs, door de Regering van de Franse Gemeenschap benoemd op de voordracht van de algemene overlegraad voor het secundair onderwijs en een vertegenwoordiger van de Minister van leerplichtonderwijs en onderwijs voor sociale promotie.

Ze heeft tot doel op zoek te gaan naar de ondernemingen, competentiecentra, beroepsreferentiecentra en gewestelijke opleidingscentra, universiteiten, erkende onderzoekscentra, hogescholen en overheidsbesturen die materieel ter beschikking kunnen stellen van de inrichtingen voor kwalificerend onderwijs en onderwijs voor sociale promotie, ze op de hoogte te brengen van de behoeften inzake materieel van die inrichtingen en het materieel over de inrichtingen van de verschillende netwerken billijk te verdelen.

Het verdelingsvoorstel houdt rekening met de prioriteiten die door de bedoelde gemengde commissie voor het operationeel opvolgen worden vastgesteld.

Dat voorstel steunt op de resultaten van het register van pedagogische uitrustingen.

De vereniging die door de Regering in aanmerking wordt genomen, stuurt haar een jaarlijks activiteitenverslag.

**Art. 9.** Personeel

§ 1. De Franse Gemeenschap wijst drie opdrachthouders aan om te zorgen voor het beheer van de administratieve en financiële dossiers van de CGT's, en voor de goede werking en de animatie van het netwerk van CGT's. De opdrachthouders nemen deel aan de gezamenlijke werkzaamheden die de netwerken van competentiecentra, beroepsreferentiecentra en competentiecentra en de CGT's op elkaar afgstemmen.

§ 2. Binnen de perken van de beschikbare begrotingsmiddelen, kent de Regering van de Franse Gemeenschap menselijke middelen aan de CGT's toe, met het oog op de goede werking ervan, bij voorrang aan de 31 CGT's die gelabeld waren bij de eerste oproep tot projecten.

Een opdracht of een halve opdracht van werkmeester belast met de coördinatie van het CGT kan inzonderheid in elk CGT worden opgericht volgens door de Regering nader te bepalen regels.

**Art. 10.** Evaluatie

De Regering van de Franse Gemeenschap zal minstens om de drie jaar, en voor de eerste keer in 2014, het stelsel evalueren en zal, in voorkomend geval, de noodzakelijke wijzigingen aan het decreet en/of stelsel aanbrengen.

Die evaluatie zal inzonderheid steunen op het jaarlijks verslag van het sturingscomité.

**Art. 11.** Opheffingsbepalingen

Het decreet van 26 april 2007 waarbij gezorgd wordt voor de pedagogische uitrusting van het kwalificerend onderwijs wordt opgeheven.

**Art. 12.** Inwerkingtreding

Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap,  
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,  
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,  
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,  
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,  
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,  
Mevr; F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,  
Mevr. M.-M. SCHYNS

—  
Nota

Zitting 2013-2014.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 635-1. — Verslag, nr. 635- 2. – Erratum, nr. 635 – 3.

Integraal verslag. — Mondeling verslag, bespreking en aanneming. Vergadering van 10 april 2014.